

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, la question du député est multiple. En ce qui concerne le chômage, il sait aussi bien que moi que la situation est meilleure en 1981 que ne l'avait prévu le budget. L'économie est plus forte et le taux de croissance économique est meilleur, et c'est justement ce qui fait que nous connaissons le genre de pressions inflationnistes auxquelles le député fait allusion.

Pour ce qui est de l'emploi, il y a eu un léger changement par rapport au mois dernier, soit une légère augmentation du taux de chômage désaisonnalisé. Je rappelle toutefois au député que le taux de chômage désaisonnalisé était supérieur l'an dernier à ce qu'il est à l'heure actuelle, et que nous avons créé 321,000 emplois au cours de la dernière année. En outre, il y a moins de chômage ce trimestre-ci qu'au cours du trimestre précédent.

● (1125)

J'ai donc signalé certains de ces autres éléments pour montrer au député qu'à mon avis il ne formule pas une très bonne idée en m'invitant à présenter immédiatement un budget pour lutter contre le chômage qu'il juge excessif. Si le député concentrerait son attention sur l'inflation et proposait des mesures novatrices à cet égard, alors la Chambre aurait peut-être intérêt à se pencher sur ses idées.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, je suis heureux que le ministre ait employé le mot «concentrer», car le véritable problème qui se pose au Canada vient justement du fait que le gouvernement ne se concentre pas sur les problèmes fondamentaux qui assaillent les Canadiens.

A propos de concentration des efforts, je voudrais demander au ministre ce qu'il est advenu de la fameuse stratégie industrielle du gouvernement, que l'on avait promise aux Canadiens au cours de la campagne électorale ainsi que dans le discours du trône. On relève dans ce discours du trône l'emploi du mot «immédiat». On disait qu'on appliquerait immédiatement une stratégie industrielle.

Qu'est-il advenu de l'intention du gouvernement de concentrer ses efforts sur les problèmes économiques fondamentaux qui se posent au Canada, et pourquoi le gouvernement a-t-il pris la décision de mettre au rancart la stratégie industrielle alors que c'est justement ce que les Canadiens attendent de leur gouvernement actuellement? Pourquoi le gouvernement abdique-t-il ses responsabilités dans le secteur économique au moment précis où c'est exactement ce que les Canadiens réclament?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, la question n'étant manifestement qu'une suite de belles phrases, et n'ayant moi-même pas l'habitude de me livrer à la rhétorique...

Des voix: Oh, oh!

Questions orales

Une voix: Même le premier ministre en rit.

M. MacEachen: ...j'ai quelque peine à répondre à la question. Toutefois, je dirai à mon honorable ami que le budget faisait état de la nécessité d'améliorer le rendement de l'économie en accentuant le développement économique et en augmentant la productivité. C'est pourquoi nous avons augmenté très fortement les dépenses consacrées au développement économique. C'est grâce à cette enveloppe que le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre des Sciences et de la Technologie, que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et d'autres ministres se sont employés à élaborer, dans ce contexte global, des stratégies bien définies à l'égard des secteurs importants de notre économie.

Je ne suis pas d'accord avec l'honorable représentant que nous n'avons réalisé aucun progrès et que nous n'avons élaboré aucune stratégie industrielle. Il doit reconnaître comme moi qu'un des éléments importants de la stratégie industrielle d'un pays concerne les problèmes d'adaptation. Nous avons annoncé récemment la désignation de plusieurs localités en butte à des difficultés de ce type. J'estime que c'est un élément important de la stratégie industrielle et si ce n'était pas pour vous, madame le Président, je m'arrêteraient un peu pour parler de ses autres composantes. Mais réellement, je trouve qu'on ne peut pas parler d'un sujet aussi riche à l'appel de l'ordre du jour.

M. Crosbie: Vous ne pourriez pas le traiter même si vous disposiez de 24 heures par jour.

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT AU SUJET DES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Eh bien, pour quelqu'un qui dit ne pas avoir de talent pour la rhétorique, le ministre s'en est plutôt bien tiré. Du point de vue du fond, il n'a pas su nous dire pourquoi le gouvernement avait mis au rancart la stratégie économique qu'il nous avait promise au cours de la campagne électorale ainsi que dans le discours du trône. Un an s'est écoulé et le gouvernement ne nous a présenté aucune stratégie économique fondamentale.

La dernière question que je voudrais poser au ministre concerne les taux d'intérêt. Ce dernier a déclaré, lors du débat sur l'Adresse, que le phénomène des taux d'intérêt était temporaire, qu'il allait passer, et que des secours seraient accordés aux personnes qui en avaient le plus besoin. Je voudrais que le ministre me dise s'il ne trouve pas que les taux d'intérêt sont dans l'air depuis bien longtemps, qu'ils ne semblent pas vouloir baisser et qu'ils ont des conséquences dévastatrices sur le bâtiment, le logement, l'automobile, la foresterie, en un mot sur toute l'économie.

Le ministre n'estime-t-il pas qu'il est temps que le gouvernement profite de cette occasion pour déclarer que le phénomène des taux d'intérêt est très profond et très grave et que le gouvernement est prêt à s'y attaquer par le système fiscal ou monétaire, afin de secourir ceux qui en ont besoin, de relancer les investissements et l'économie, et de créer des emplois à l'intention de nos concitoyens?